



PLAN
STRATÉGIQUE
2011-2013



FACILITER · FINANCIER · PROPULSER

TABLE DES MATIÈRES

Message du président du conseil d'administration	2
Message du président et chef de la direction	3
Préambule	4
Profil de la Société	6
Contexte d'affaires et situation économique	10
Enjeux, orientations, objectifs, indicateurs de performance et cibles	12
Cadre financier 2011-2013	20
Tableau synoptique du plan stratégique 2011-2013	22
Inventaire des filiales	24



J'ai le plaisir de vous présenter le plan stratégique 2011-2013 d'Investissement Québec. Élaboré dans le cadre du regroupement des activités de la Société générale de financement du Québec et d'Investissement Québec, ce plan donnera à la nouvelle société les orientations et les moyens nécessaires à la réalisation de sa mission.

En créant cette nouvelle société d'État, le gouvernement s'est doté d'un outil permettant d'accroître la richesse et de favoriser le développement économique du Québec. Tourné résolument vers l'avenir, ce plan stratégique permettra d'accentuer l'appui du gouvernement à la relance et à l'essor de notre économie. Pour y arriver, Investissement Québec misera sur les atouts les plus évidents du Québec, comme les ressources naturelles, l'innovation et une main-d'œuvre qualifiée.

Afin de positionner le Québec en regard des grandes tendances qui influent sur notre économie, Investissement Québec accentuera son appui aux PME d'ici en misant sur des secteurs importants pour le Québec comme les mines, les diverses formes d'énergie et les produits forestiers, ainsi que les technologies innovantes. La Société jouera également un rôle pour attirer au Québec des sociétés étrangères désireuses de s'établir en Amérique du Nord et pour faciliter les projets d'entreprises québécoises. L'appui aux entreprises se fera en complémentarité et en collaboration avec l'ensemble des partenaires que sont les organismes de développement économique, les ministères à vocation économique, les institutions financières, les fonds, etc.

Le plan stratégique 2011-2013 d'Investissement Québec vise également à maximiser la reddition de comptes et la saine gouvernance, en favorisant la transparence de l'action gouvernementale dans l'administration des programmes et des mandats d'aide financière du Fonds du développement économique (FDE). De plus, comme le requiert la loi, le conseil d'administration a mis en place un Comité de gestion des risques. Ce comité jouera un rôle central lorsqu'il s'agira de mesurer le risque lié aux objectifs de développement économique et de rendement global. C'est donc un objectif visant à mettre en valeur des pratiques de saine gouvernance qui animera les membres du conseil d'administration au cours des années à venir.

Les cibles définies pour les deux prochaines années représentent tout un défi pour la nouvelle société. Les membres du conseil d'administration s'engagent tous à soutenir la réalisation de ce plan stratégique et à en faire une réussite.

Le président du conseil d'administration,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Bazin'. The signature is fluid and stylized, with a large initial 'J' and 'B'.

L'Honorable Jean Bazin, c.r.



C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je vous présente le plan stratégique d'Investissement Québec pour la période de 2011 à 2013. Cette édition de notre plan stratégique est unique puisqu'elle marque l'entrée en scène d'une nouvelle société. Mais c'est aussi, dans une certaine mesure, un signe de continuité puisque cette nouvelle société intègre en une seule organisation les missions et le savoir-faire de deux organisations économiques parmi les plus réputées que le gouvernement du Québec se soit données.

Dans ce contexte, les deux prochaines années seront pour nous l'occasion de relever le défi de l'intégration des deux univers différents mais complémentaires qu'ont été la Société générale de financement et Investissement Québec. Le défi est double à mes yeux. D'une part, nous aurons à réunir deux cultures institutionnelles distinctes, issues de fonctions et d'activités différentes, à réussir en quelque sorte un mariage du capital de développement avec le financement sous forme de dettes, du soutien aux projets d'immobilisations avec la prise de participation dans l'entreprise elle-même.

D'autre part, cette union, nous ne la réussirons pas sans la mobilisation et l'engagement de tous nos employés. C'est l'autre axe du défi qui nous attend. Nous tous, d'Investissement Québec, pouvons aujourd'hui nous enorgueillir de notre extraordinaire capital d'expérience et de savoir-faire en matière de financement et d'investissement. Notre mission est des plus stimulantes. C'est sur cette base que nous édifierons l'esprit qui nous animera et fera de nous l'une des organisations les plus agiles, les plus performantes du Québec.

Tout au long de cette phase d'intégration, nous garderons le cap sur les entreprises et sur leurs besoins. Nous serons amenés à repenser nos produits et nos façons de faire afin de mieux soutenir nos entrepreneurs et nos exportateurs dans un contexte économique mondial changeant et toujours plus exigeant. Mais ce contexte mondial est aussi porteur d'occasions d'affaires pour le Québec, notamment dans le secteur des ressources naturelles. C'est pourquoi nous procéderons à une révision complète de notre offre aux entreprises dans ce domaine où nous détenons des atouts maîtres.

Notre action continuera de compléter celle de nos partenaires de financement privés. Rendre possible ce qui ne l'aurait pas été sans notre participation, telle est la définition de ce principe de complémentarité sur lequel nous nous appuyons. Et, comme nos partenaires privés, nous nous assurerons qu'Investissement Québec reste une société rentable, capable de financer entièrement ses frais de fonctionnement.

Mais surtout, en tant qu'organisation d'affaires, nous serons animés du souci de maximiser les retombées de nos actions. C'est l'essence même de notre mission de développement économique, que nous continuerons de suivre en tout temps : s'assurer que partout au Québec les entreprises puissent se développer et prospérer en créant de l'emploi et de la richesse, au bénéfice de tous.

Le président et chef de la direction,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jacques Daoust'. The signature is fluid and stylized, with a large initial 'J' and 'D'.

Jacques Daoust

PRÉAMBULE

Dans le contexte de la relance de l'économie mondiale et de l'intensification de la concurrence, le plan stratégique 2011-2013 d'Investissement Québec s'inscrit dans la lignée des orientations gouvernementales et vise à prioriser les interventions pour le développement d'une économie compétitive et à accroître l'efficacité de ces interventions. Dans un tel contexte, l'investissement dans les entreprises québécoises et les filiales de sociétés étrangères, les secteurs stratégiques, notamment celui des ressources naturelles, la croissance à l'international et les exportations, les technologies vertes, la recherche et l'innovation ainsi que l'entrepreneuriat constituent les priorités de ce plan stratégique.

En regroupant Investissement Québec et la Société générale de financement, le gouvernement s'est doté d'un outil permettant d'accroître la richesse et de favoriser le développement économique du Québec. La Société continuera sur cette lancée en administrant efficacement, tel que l'a voulu le législateur, le Fonds du développement économique (FDE) et en offrant une vaste gamme de produits financiers, qu'il s'agisse de capitaux propres, de quasi-capitaux propres, de prêts ou de garanties.

Le plan stratégique 2011-2013 de la Société est axé sur la contribution de celle-ci à la prospérité économique du Québec, alors qu'une complémentarité et une collaboration renforcées avec les partenaires, ainsi qu'une société d'État performante et unifiée constitueront les autres enjeux de la Société pour les deux prochaines années.

Accentuer le développement régional

Un des objectifs de la fusion de la Société générale de financement du Québec et d'Investissement Québec était de rendre plus accessibles l'aide et les services financiers offerts par le gouvernement du Québec dans toutes les régions du Québec. Afin d'étendre le rayonnement dont elle jouit déjà sur tout le territoire grâce à son important réseau de centres d'affaires, Investissement Québec se donne comme objectif de conclure de nouveaux partenariats d'affaires régionaux afin de mieux servir l'ensemble des entreprises québécoises. Le développement régional constitue une priorité du plan stratégique 2011-2013. C'est pourquoi il se retrouve au cœur de chacun des trois enjeux stratégiques de la Société. Ce développement se traduira dans des secteurs porteurs tels les ressources naturelles, l'agroalimentaire, l'aéronautique, les technologies de l'information, le multimédia et bien d'autres.

Parmi les grands projets du Québec, le Plan Nord constitue un développement considérable pour les générations actuelles et futures, et il profitera à la fois aux habitants du territoire et à l'ensemble des Québécois. La mise en place de ce plan et les projets d'envergure qui en découleront fourniront plusieurs occasions d'affaires à la nouvelle société d'État.

Regrouper au sein d'une filiale toutes les participations de la Société dans des fonds de capital de risque afin d'en faire un outil d'intervention solide répondant aux besoins des entrepreneurs du Québec

L'intervention de la Société au niveau du capital de risque sera concertée et tiendra compte des orientations des ministères à vocation économique tels le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et le ministère des Finances (MFQ), de manière à cibler les secteurs définis comme prioritaires par le gouvernement et à y intervenir. L'action concertée des ministères et de la Société constituera une force de frappe peu commune et bénéficiera à l'économie du Québec. La Société, par l'entremise de sa filiale, aura sous gestion au 1^{er} avril 2011 un capital d'environ 700 millions de dollars réservé au capital de risque. Ce montant servira à soutenir nos entreprises pour leur permettre de continuer leur croissance et de générer une activité économique qui contribue à l'enrichissement collectif des Québécois.

Mettre en valeur les ressources naturelles

Investissement Québec regroupera au sein d'une même filiale ou d'une même entité tous les investissements actuels et futurs de ce secteur, tout en assurant le développement d'un centre d'expertise dans les secteurs des mines, de la forêt et du gaz.

La Société appuiera le gouvernement du Québec dans la négociation de prises de participation dans des projets porteurs et structurants sur le territoire du Plan Nord. Investissement Québec gèrera à cette fin une nouvelle dotation de 500 millions de dollars, déposée dans le FDE.

La mise en valeur des ressources naturelles au bénéfice des Québécois passe non seulement par le paiement de redevances par les sociétés exploitant ces ressources, mais aussi par un partenariat et des investissements directs de la Société. Par l'entremise de la Société, l'ensemble des Québécois profiteront des retombées économiques liées à l'exploitation des ressources naturelles en ayant une participation dans les bénéfices générés par les sociétés exploitantes. Cette participation impliquera une prise de risque par la Société, qu'elle gèrera en fonction de l'ensemble de son portefeuille. Cette filiale servira aussi de levier pour le

développement d'une expertise dans les mines, la forêt, le gaz et le pétrole, permettant à la Société de faire des choix judicieux quant aux cibles d'investissement et de financement. De plus, une expertise financière sera offerte aux différents ministères intervenant dans ces secteurs, afin de les appuyer dans le développement de politiques ciblées et en ligne avec les réalités du marché.

Stimuler l'entrepreneuriat

Investissement Québec continuera de prioriser l'entrepreneuriat. La fusion de la Société générale de financement et d'Investissement Québec vise à simplifier la vie des entrepreneurs en leur fournissant un guichet unique et un accès simplifié à l'ensemble des produits et des services de financement. La Société s'est aussi donné comme objectif de mieux adapter ses services et ses produits financiers à quelques-uns des défis les plus urgents posés aux entrepreneurs québécois, notamment celui de la retraite imminente de toute une génération et du vide qui pourrait s'ensuivre au sein d'un grand nombre de nos entreprises. À cette fin, Investissement Québec aidera à assurer la pérennité des entreprises en favorisant le rachat par la direction, les employés ou d'autres investisseurs disposés à maintenir la propriété québécoise.

Investissement Québec interviendra également de façon structurante dans les dossiers qui sont essentiels au développement économique du Québec. En outre, elle administrera, de concert avec le FDE et le programme Exportation Québec, une aide en soutien aux entreprises souhaitant exporter vers de nouveaux marchés, une action qui aura d'importantes retombées en région vu le nombre d'entreprises exportatrices qui y sont installées. Enfin, Investissement Québec travaillera de concert avec plusieurs de ses partenaires financiers pour faciliter l'investissement dans l'innovation et la productivité, défis auxquels les entrepreneurs québécois sont confrontés tous les jours.

Accroître les investissements directs étrangers au Québec

En priorisant l'encouragement aux investissements étrangers provenant des filiales des sociétés étrangères déjà installées au Québec, la Société s'emploiera à accroître les retombées de ce puissant moteur économique, tout en continuant de travailler à attirer de nouvelles implantations d'entreprises au Québec. Investissement Québec favorisera la mobilisation des dirigeants de ces filiales afin de consolider et de développer leur présence au Québec. Cette présence peut être consolidée grâce à l'expansion de leurs secteurs d'affaires au Québec et à l'obtention de nouveaux mandats de la part de leurs sociétés mères, tels que la fabrication de nouveaux produits et la création de centres de recherche et développement (R-D). Investissement Québec travaillera en collaboration avec les grappes sectorielles du Québec, les

représentants des secteurs d'excellence des régions (projets Accord) et les centres de recherche et développement déjà présents. Le Québec possède de nombreux atouts pour attirer des investissements directs étrangers, et la Société doit continuer à renforcer dans l'esprit des investisseurs la position attrayante qu'occupe le Québec dans plusieurs secteurs d'activité.

Soutenir le développement de l'économie verte

Investissement Québec conjugue le développement économique avec le développement environnemental pour aider les entreprises du Québec à faire de l'économie verte¹ une industrie phare, au rayonnement international, axée sur l'innovation.

Gérer notre capital efficacement pour répondre à notre mission de développement économique

Investissement Québec réalisera ses investissements en complémentarité à ceux de ses partenaires, dans des conditions normales de rentabilité, en tenant compte de sa mission, de la nature du service financier offert, ainsi que de l'ensemble des retombées économiques, sociales et environnementales pour le Québec. La Société gèrera également les programmes et les mandats d'aide financière regroupés dans le FDE. La Société vise, à terme, l'atteinte d'une rentabilité équivalente au coût de ses fonds propres.

À cette fin, la Société élaborera une politique de gestion intégrée des risques et une politique d'investissement qui refléteront le contenu du plan stratégique et les saines pratiques de gestion de risque et d'investissement pour des sociétés similaires à Investissement Québec, dont certains paramètres sont résumés à l'objectif 3.1.1. de la page 18.

Dans la foulée de ce plan stratégique, Investissement Québec entend préciser certaines modalités de fonctionnement liées à l'administration du FDE, ainsi que son rôle vis-à-vis de ses partenaires de développement économique, dont les ministères à vocation économique.

¹ L'économie verte est définie par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) comme étant une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

Profil de la Société

MISSION, VISION ET VALEURS DE LA SOCIÉTÉ

MISSION

La Société a pour mission de contribuer au développement économique du Québec conformément à la politique économique du gouvernement. Elle vise à stimuler la croissance de l'investissement et à soutenir l'emploi dans toutes les régions du Québec.

Pour accomplir sa mission, la Société soutient la création et le développement des entreprises de toute taille par des solutions financières adaptées et des investissements, et ce, en cherchant à compléter l'offre de ses partenaires. Conformément au mandat que lui confie le gouvernement, elle assure la conduite de la prospection d'investissements étrangers et réalise des interventions stratégiques.

VISION

Contribuer au développement économique et à la prospérité du Québec grâce à une offre financière intégrée.

Investissement Québec contribue au développement durable de l'ensemble des régions du Québec grâce à des interventions structurantes et à une offre financière intégrée et accessible. Pour accroître la prospérité économique du Québec, Investissement Québec agit en complémentarité avec les autres intervenants économiques de la société québécoise afin d'améliorer la compétitivité des entreprises d'ici et d'attirer les entreprises canadiennes et internationales désirant investir au Québec. Investissement Québec est une société d'État innovante qui autofinance ses frais de fonctionnement en générant un rendement global qui tient compte des risques financiers ainsi que de l'ensemble des retombées économiques, sociales et environnementales pour le Québec.

VALEURS

- **Imputabilité**
La capacité d'une organisation ou d'une personne de comprendre l'impact de sa contribution à l'atteinte d'un résultat et d'en assumer les conséquences.
- **Travail d'équipe**
La capacité d'un groupe de personnes de se donner comme défi l'atteinte d'objectifs communs visant l'obtention de résultats ciblés tout en permettant de satisfaire aux besoins de réalisation collectifs et individuels.
- **Éthique**
La capacité de prendre en considération, dans toutes les actions et les prises de décision, les normes et les dispositions d'ordre éthique et déontologique, ainsi que d'accorder de l'importance aux autres, de savoir reconnaître les différences et de pouvoir en tenir compte dans la réalisation de ses activités.
- **Agilité**
La capacité d'une organisation de maintenir et de développer son avantage concurrentiel malgré un environnement complexe, incertain et turbulent. La capacité d'une personne de comprendre le rôle essentiel joué par notre organisation dans le développement et le financement de projets structurants en misant sur l'esprit d'entreprise, la proactivité, l'ouverture aux innovations et le sens du risque.
- **Rigueur**
La capacité d'une organisation ou d'une personne de se conformer aux règles et aux processus établis avec exactitude et précision afin d'assurer l'atteinte d'objectifs ciblés ou la réalisation de projets.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ ET SUR SES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ

La nouvelle société d'État agit dans un contexte où ses activités liées à ses fonds propres ne sont pas encadrées par des décrets. De plus, Investissement Québec gère l'ensemble de la chaîne du capital, ce qui lui permet de suivre une entreprise durant tout son cycle, du démarrage à la précommercialisation, à la rentabilité et à la croissance, en passant par l'acquisition de concurrents et l'internationalisation. Elle est même présente dans l'établissement de nouveaux fonds, rayonnant au Canada et à l'étranger avec des partenaires mondiaux. Son offre intégrée profite aux entreprises qu'elle soutient, tout en donnant aux partenaires financiers locaux et étrangers l'image d'un Québec ouvert aux relations d'affaires à long terme.

Investissement Québec joue un rôle stratégique pour ce qui est de faciliter les projets d'entreprises québécoises, de soutenir le développement des secteurs moteurs et d'attirer au Québec des sociétés étrangères désireuses de s'établir en Amérique du Nord. Elle compte 17 centres d'affaires au Québec et assure une présence dans 11 bureaux à l'étranger, en plus d'avoir une grande connaissance des PME, des réseaux locaux et des intervenants dans sa sphère d'activité.

Investissement Québec démontre son engagement à l'égard du développement durable. À cet effet, la nouvelle société s'emploiera notamment à soutenir le développement de l'économie verte ainsi qu'à appuyer des projets, notamment dans le cadre du Plan Nord, qui allient le développement économique dans une perspective de développement durable.

ACTIVITÉS LIÉES AUX FONDS PROPRES

Les produits de financement d'Investissement Québec soutiennent les entreprises à but lucratif, les coopératives et les organismes à but non lucratif à tous les stades de développement. La Société déploie son action dans les champs d'activité suivants :

Le financement

En matière de financement, la Société offre maintenant une vaste gamme de produits qui va du financement de dettes traditionnel à la prise de participation directe à même ses fonds propres ou à même les fonds de capital de risque qu'elle gère et dans lesquels elle participe à titre de commanditaire. Ses interventions financières s'effectuent sous différentes formes : prêts, garanties de prêt, quasi-capitaux propres et capitaux propres. Ainsi, Investissement Québec peut maintenant soutenir un ensemble très large de projets de croissance des entreprises québécoises à tous les stades de leur développement.

Son offre s'étend aux entreprises de la plupart des secteurs économiques. Seules sont exclues les entreprises qui offrent principalement leurs services à des particuliers et les entreprises des secteurs de l'exploitation agricole (sauf celles qui ne sont pas admissibles aux programmes de la Financière agricole), de l'immobilier, de la finance, des assurances et de la vente au détail. Les projets des coopératives et des entreprises à but non lucratif ne sont toutefois pas soumis à ces exclusions.

Notons que le Programme favorisant le financement de l'entrepreneuriat collectif (FIEC) et le Programme d'aide au financement des entreprises (PAFE) sont intégrés dans les activités liées aux fonds propres de la Société. En effet, ces activités n'étant plus régies par des décrets, Investissement Québec en assumera entièrement le risque.

Les activités des filiales

Au total, Investissement Québec gère 11 filiales, y compris des filiales en exploitation. Des renseignements sur chacune d'elles sont fournis aux pages 24 et 25.

Investissement Québec gère le Fonds d'intervention économique régional (FIER), lequel soutient la création de fonds sectoriels, de fonds de prédémarrage, de fonds d'amorçage, de fonds régionaux et de Fonds-Soutien. Le FIER vise à accroître le plus rapidement possible le capital de risque disponible dans toutes les régions du Québec en fonction des priorités et des décisions d'affaires prises dans celles-ci. Ces fonds fournissent aux entreprises une source de capitaux propres et de quasi-capitaux propres. La Société s'emploie actuellement à mettre en place plusieurs autres fonds de placement qui deviendront d'importants leviers de financement pour les entreprises technologiques du Québec.

Par l'entremise de sa filiale IQ Immigrants Investisseurs inc., la Société est en mesure d'offrir aux entreprises québécoises du financement puisé à même les produits du capital provenant des mises de fonds versées par les immigrants acceptés au Québec en tant qu'investisseurs.

L'expertise financière

Reconnue pour son expertise financière, Investissement Québec agit parfois à titre de conseiller et d'analyste auprès de plusieurs ministères et organismes. En contrepartie d'une rémunération, elle fournit également le soutien administratif nécessaire pour assurer la gestion de la portion restante des portefeuilles de la Société Innovatech du Grand Montréal, de la Société Innovatech Régions ressources et de la Société Innovatech du Sud du Québec. Elle offre également un soutien administratif à FIER Partenaires, s.e.c.

L'économie sociale

La Société offre aux entreprises à but non lucratif et aux entreprises de l'économie sociale une gamme de produits financiers spécialisés adaptés à leurs besoins.

Les entreprises de l'économie sociale sont partout au Québec et créent des emplois permanents et de qualité. En raison de leur importance, une vice-présidence leur est consacrée et leur procure une gamme de produits financiers spécialisés adaptés à leurs besoins.

ACTIVITÉS EN TANT QUE MANDATAIRE

La loi prévoit qu'Investissement Québec administre de façon efficace les programmes et les mandats du Fonds du développement économique (FDE). Elle met à la disposition de tous les ministres du gouvernement son champ d'expertise dans l'analyse des dossiers nécessitant son savoir-faire.

Le FDE comprend :

- la prospection des investissements étrangers;
- Investissement Essor;
- le Fonds Relève Québec;
- les mandats gouvernementaux (art. 19 de la loi);
- l'attestation de crédits d'impôt;
- un programme de financement en matière d'exportation (« Conquête des marchés »);
- le programme favorisant la capitalisation des entreprises de l'économie sociale (CAES);
- tout autre programme que pourrait mettre sur pied le gouvernement.

Dans cette optique, Investissement Québec gère des outils de développement économique sous forme d'incitatifs financiers et de mesures fiscales qui visent à accroître l'investissement au Québec, à consolider certaines industries et à aider des entreprises à s'adapter aux impératifs du marché.

Investissement Québec favorise également la croissance de l'investissement étranger en appuyant les filiales de sociétés étrangères présentes au Québec et en attirant de nouvelles sociétés. Elle accompagne les entreprises dans leurs projets d'implantation et d'expansion au Québec en matière de conseils comme en matière de financement.

En cours de réalisation de son premier plan stratégique, la Société entend préciser les modalités de fonctionnement liées à l'administration du FDE, ainsi que son rôle vis-à-vis de ses partenaires de développement économique, dont les ministères à vocation économique.

CONTEXTE D'AFFAIRES ET SITUATION ÉCONOMIQUE

CONTEXTE DE LA CRÉATION DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Dans un contexte de relance de l'économie mondiale et de mondialisation accélérée de l'économie, le gouvernement du Québec a annoncé, le 15 septembre 2010, le regroupement des activités de la Société générale de financement du Québec et d'Investissement Québec. Le gouvernement souhaitait de cette façon simplifier et clarifier les structures gouvernementales en créant un nouvel outil financier moderne, qui répondrait aux besoins des entreprises du XXI^e siècle. L'objectif du gouvernement consistait à se doter d'une nouvelle société d'État forte, performante et efficiente dans la livraison des services aux entreprises².

Les principaux objectifs de ce regroupement sont les suivants :

- créer un guichet unique de services financiers;
- rendre l'aide et les services financiers plus accessibles aux entreprises de toute taille et dans toutes les régions du Québec;
- agir à titre de mandataire du gouvernement pour des mandats économiques importants et structurants, par l'entremise du FDE;
- maximiser la gouvernance et la reddition de comptes de la Société à l'endroit du gouvernement;
- réaliser des économies d'échelle non négligeables.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET CONTEXTE D'AFFAIRES

Reprise graduelle de l'économie mondiale

La crise financière mondiale qui se résorbe lentement est l'une des plus profondes que le Québec ait connue depuis la grande dépression des années 30.

Le resserrement du crédit et la difficulté d'accès aux capitaux ont contribué grandement au ralentissement de l'économie mondiale, et le Québec n'a pas été épargné. Déjà affaiblis par la vive concurrence des pays émergents, les secteurs primaire et manufacturier à faible valeur ajoutée ont été les plus touchés. Du reste, après avoir souffert de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les entreprises exportatrices québécoises ont été frappées par le ralentissement des échanges internationaux.

Le Québec se positionne avantageusement

Comparativement à d'autres économies de même taille, la performance économique du Québec fait bonne figure. La diversification de l'économie québécoise, l'accélération des investissements publics et les nombreux projets d'infrastructures sont autant d'éléments qui positionnent avantageusement le Québec pour la reprise économique. En effet, le marché immobilier se stabilise, la reprise de l'emploi s'est confirmée et la confiance des ménages s'est rétablie.

La croissance économique amorcée en 2010 au Québec s'annonce toutefois fragile. En raison d'un rééquilibrage de l'économie mondiale, d'un taux d'épargne plus élevé, d'une diminution dans les investissements et la construction résidentielle ainsi que de facteurs démographiques défavorables, les indicateurs économiques seront relativement plus faibles que ceux enregistrés en début de reprise.

² Présentation du projet de loi 123 par Clément Gignac, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à l'Assemblée nationale.

Incidences sur la nouvelle société

Au cours des prochaines années, la Société prévoit que son niveau d'activité restera élevé, car la fragilité de la reprise économique fait en sorte que ses produits financiers seront indispensables aux entreprises et aux institutions financières avec qui elle partage le risque.

Au-delà de la conjoncture économique, la profonde mutation de l'économie mondiale ainsi que les tendances lourdes sur le plan socio-économique toucheront de façon particulière la Société et nécessiteront une adaptation de son offre aux entreprises québécoises ainsi qu'aux entreprises étrangères qui désirent s'établir au Québec.

- La croissance économique mondiale des pays émergents continuera à alimenter la demande pour les ressources naturelles et l'énergie. En particulier, l'intérêt pour les matières premières des grands pays émergents, connus sous le nom de BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), pourrait ouvrir la porte à des alliances stratégiques avec des entreprises québécoises et ainsi favoriser de nouveaux investissements étrangers et l'entrée de capitaux en sol québécois.
- L'appréciation du dollar et la mondialisation des marchés touchent les entreprises québécoises désireuses de développer de nouveaux marchés.
- Les défis auxquels fait face le secteur manufacturier, combinés à la tertiarisation de l'économie, amèneront la Société à répondre à des besoins changeants qui nécessiteront une adaptation constante de son offre et un élargissement sectoriel.
- La nouvelle société fusionnée devra renforcer son offre afin de suivre l'évolution du nombre de transferts d'entreprise. Bien que l'effet du vieillissement de la population sur la structure économique du Québec soit préoccupant, les occasions de renforcer cette structure par le soutien à la relève, à la fusion et à la consolidation d'entreprises seront nombreuses au cours des prochaines années.
- La Société devra accentuer l'appui aux régions dans le développement de leurs créneaux d'excellence et continuer de favoriser l'innovation partout au Québec.

Investissement Québec : une organisation à valeur ajoutée pour la prospérité du Québec

Le plan stratégique 2011-2013 de la Société est axé sur la contribution de celle-ci au développement économique du Québec. Tournée résolument vers l'avenir, la nouvelle société d'État désire contribuer à positionner favorablement le Québec en tenant compte des grandes tendances susceptibles d'influer sur son développement futur. Dans ce contexte, les principaux enjeux de la Société pour les deux prochaines années sont les suivants :

- la prospérité économique du Québec;
- une complémentarité et une collaboration renforcées avec les partenaires³;
- une société d'État performante et unifiée.

³ Par partenaires, on entend les organismes de développement économique, les ministères à vocation économique, les institutions financières, les fonds, etc.

ENJEUX, ORIENTATIONS, OBJECTIFS, INDICATEURS DE PERFORMANCE ET CIBLES



LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

L'économie québécoise continue de faire face à des enjeux importants. Pour assurer la prospérité économique du Québec, la Société mettra sur les atouts du Québec tels que les ressources naturelles, l'innovation et les emplois à forte valeur ajoutée. Elle mettra en place une chaîne de solutions financières couvrant l'ensemble du cycle de développement d'une entreprise et ciblera les secteurs moteurs de l'économie québécoise que sont les ressources naturelles et les technologies innovantes, en agissant en partenariat avec les entrepreneurs du Québec et les partenaires étrangers.

ORIENTATION

1.1. ADAPTER L'OFFRE DE LA SOCIÉTÉ AUX BESOINS DU QUÉBEC

	OBJECTIFS	INDICATEURS	CIBLES
1.1.1.	<p>Faciliter l'accès au financement</p> <p>La Société entend simplifier la vie des entreprises québécoises au stade de développement et de croissance, quels que soient leurs besoins financiers. Ces besoins seront comblés en complémentarité avec les partenaires financiers actuels et en offrant aux entreprises d'ici un guichet unique comprenant une large gamme de véhicules financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ des prêts et des garanties pour la petite et la grande entreprise, ainsi que pour les coopératives et les organismes à but non lucratif; ▪ des quasi-capitaux propres (dette subordonnée, dette mezzanine, actions privilégiées et débentures convertibles et non convertibles, participatives ou non); ▪ des capitaux propres (capitaux propres - actions ordinaires). 	Montants autorisés et montants déboursés annuellement	700 millions de dollars autorisés et 400 millions de dollars déboursés
1.1.2.	<p>Faciliter l'accès au capital de risque</p> <p>L'accès au capital de risque est un élément essentiel du développement économique du Québec. La Société possède des placements dans différents fonds d'investissement existants qui appuient l'amorçage et le démarrage d'entreprises qu'il faut promouvoir. Ces fonds agissent de manière proactive afin de repérer les occasions d'affaires en matière de capital de risque. La Société facilitera l'accès à ces fonds en favorisant notamment l'acheminement de dossiers par le personnel de la Société. Elle formera son personnel en conséquence.</p> <p>De plus, à des fins de transparence de gestion et de reddition de comptes, la Société mesurera la performance de ces fonds de manière distincte.</p> <p>La Société regroupera au sein d'une filiale toutes ses participations dans des fonds de capital de risque afin d'en faire un outil d'intervention solide répondant aux besoins des entrepreneurs du Québec. Son intervention sera concertée et tiendra compte des orientations des ministères à vocation économique tels le MDEIE, le MRNF, le MAPAQ et le MFQ, de manière à cibler les secteurs définis comme étant prioritaires par le gouvernement et à y intervenir. La Société, par l'entremise de sa filiale, soutiendra les entreprises pour leur permettre de continuer leur croissance et de générer une activité économique qui contribue à l'enrichissement collectif des Québécois.</p>	Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés au capital de risque	10 % des montants autorisés

OBJECTIFS	INDICATEURS	CIBLES
<p>1.1.3. Prioriser les ressources naturelles du Québec</p> <p>Bien que la Société intervienne dans plusieurs secteurs de l'activité économique, elle se donnera des priorités d'intervention dans les secteurs porteurs des ressources naturelles (exploration et exploitation minière, énergie sous diverses formes et produits forestiers) et les services connexes à ces secteurs.</p> <p>La Société s'arrimera aux politiques du gouvernement, dont le Plan Nord, en matière de développement des ressources naturelles. Investissement Québec contribuera à accélérer le développement des ressources naturelles et s'assurera que le Québec en retire des retombées adéquates.</p> <p>De plus, Investissement Québec regroupera au sein d'une même filiale ou d'une même entité tous les investissements actuels et futurs de ce secteur, tout en assurant le développement d'un centre d'expertise dans les secteurs des mines, de la forêt et du gaz.</p> <p>La mise en valeur des ressources naturelles au bénéfice des Québécois passe non seulement par le paiement de redevances par les sociétés exploitant ces ressources, mais aussi par un partenariat et des investissements directs de la Société. Cette participation impliquera pour la Société une prise de risque qu'elle gèrera en fonction de l'ensemble de son portefeuille. Cette filiale servira aussi de levier pour le développement d'une expertise dans les mines, la forêt, le gaz et le pétrole, permettant à la Société de faire des choix judicieux quant aux cibles d'investissement et de financement. Cette expertise sera en outre offerte aux différents ministères intervenant dans ces secteurs, afin de les appuyer dans le développement de politiques ciblées et en ligne avec les réalités du marché.</p>	<p>Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés aux ressources naturelles</p>	<p>30 % des montants autorisés</p>
<p>1.1.4. Prioriser les technologies innovantes</p> <p>La Société se donnera aussi des priorités d'intervention dans les secteurs des technologies innovantes et des matériaux avancés associés notamment aux secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatiale et du transport terrestre et maritime, des technologies de l'information et des communications (TIC), de la géomatique, du multimédia et des sciences de la vie.</p> <p>À ce chapitre, la Société vise également à soutenir les entreprises qui contribueront à bâtir une économie verte et prospère par des projets qui reposent sur leur capacité à développer de nouvelles façons de faire, à innover et à développer des technologies vertes. Cette nouvelle réalité se concrétise entre autres dans le domaine de la conception et de la fabrication de véhicules électriques et de leurs composantes.</p>	<p>Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés aux technologies innovantes</p>	<p>15 % des montants autorisés</p>

ORIENTATION

1.2. STIMULER L'ENTREPRENEURIAT

	OBJECTIFS	INDICATEURS	CIBLES
1.2.1.	<p>Aider les entreprises québécoises à conquérir de nouveaux marchés à l'étranger</p> <p>La Société offrira des produits financiers aux entreprises québécoises afin qu'elles poursuivent leurs efforts d'internationalisation et qu'elles deviennent des leaders internationaux dans leurs domaines. En collaboration avec la nouvelle unité Exportation Québec, dans le but de favoriser les petites et moyennes sociétés exportatrices, la Société financera des projets allant de 250 000 \$ à 5 millions de dollars par entreprise.</p>	Suivi des montants autorisés annuellement consacrés aux projets d'exportation	50 millions de dollars autorisés d'ici 2013
1.2.2.	<p>Soutenir la compétitivité des entreprises en investissant dans l'innovation et la productivité</p> <p>La Société offrira des solutions financières en appui aux entreprises québécoises rentables qui veulent innover et améliorer leur productivité.</p>	Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés à l'innovation et à la productivité	10 % des montants autorisés
1.2.3.	<p>Contribuer à maintenir la propriété québécoise des entreprises</p> <p>La Société appuiera les entreprises en favorisant le rachat par la direction, les employés ou d'autres investisseurs afin d'en maintenir la propriété québécoise. En outre, elle interviendra de façon structurante dans les dossiers qui sont essentiels au développement économique du Québec.</p>	Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés à maintenir la pérennité des entreprises québécoises	2,5 % des montants autorisés

ORIENTATION

1.3. ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU QUÉBEC

	OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE
1.3.1.	<p>Assurer l'implantation de nouvelles entreprises étrangères au Québec et soutenir les filiales de sociétés étrangères afin d'en assurer le développement et la pérennité</p> <p>Les priorités en matière de prospection sont déterminées en fonction des politiques gouvernementales, des forces sectorielles du Québec et du potentiel que représente chaque territoire. Le Québec possède de nombreux atouts pour attirer des investissements directs étrangers; cependant, son offre gagnerait à être mieux connue. La Société doit continuer à renforcer, dans l'esprit des investisseurs, la position attrayante qu'occupe le Québec dans plusieurs secteurs d'activité. Elle s'associera à des intervenants publics et privés, dont les institutions financières, des entreprises de services professionnels et des centres de recherche, dans les activités de ciblage, de promotion et de démarchage pour faire connaître ses programmes de façon plus efficace aux sociétés étrangères et faire valoir les avantages d'un investissement au Québec.</p> <p>De plus, elle favorisera la mobilisation des dirigeants de filiales de sociétés étrangères afin de consolider et de développer leur présence au Québec. Cette présence peut être consolidée grâce à l'expansion de leurs secteurs d'affaires au Québec et à l'obtention de nouveaux mandats de la part de leurs sociétés mères, tels que la fabrication de nouveaux produits et la création de centres de recherche et développement. Par ailleurs, la Société exercera un rôle de catalyseur auprès des filiales dans le but de les assister dans leur développement et leurs projets d'expansion, notamment en facilitant le maillage des dirigeants autour d'enjeux stratégiques et de meilleures pratiques d'affaires.</p>	Nombre et valeur des projets d'investissements réalisés par des sociétés étrangères au Québec par année ainsi que création ou sauvegarde d'emplois liés à ces projets	Participation à la réalisation de 50 projets d'investissements étrangers par année, d'une valeur totale de 1 milliard de dollars, permettant la création et la sauvegarde de 3 000 emplois

Enjeu 2

UNE COMPLÉMENTARITÉ ET UNE COLLABORATION RENFORCÉES AVEC LES PARTENAIRES

Investissement Québec contribue au développement économique en complémentarité et en collaboration avec ses partenaires (organismes de développement économique, ministères à vocation économique, institutions financières, fonds, etc.). Tout en assumant le leadership en matière de prospection d'investissements directs étrangers, Investissement Québec développera une collaboration renforcée et plus efficace avec l'ensemble de ses partenaires. La Société souhaite être reconnue pour le nombre et l'impact des projets soutenus. Elle souhaite également s'appuyer plus systématiquement sur des experts et des réseaux de spécialistes publics et privés pour mieux positionner le Québec à l'international.

ORIENTATION

2.1. PROMOUVOIR LA PLUS-VALUE ET LA DIFFÉRENCIATION DE L'OFFRE INTÉGRÉE DE LA SOCIÉTÉ

	OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE
2.1.1.	<p>Réaliser le mandat de démarchage international confié par le gouvernement</p> <p>Le gouvernement a confié à Investissement Québec le mandat d'assumer un leadership en matière de prospection internationale, parmi l'ensemble des intervenants publics du Québec. À cet égard, la Société élaborera des synergies avec des organismes tels que Montréal International, Québec International, Sherbrooke Innopole et les centres locaux de développement (CLD), en réponse aux recommandations et aux attentes du vérificateur général et des deux commissions parlementaires.</p> <p>Conformément aux orientations de développement économique du gouvernement du Québec, la Société renforcera sa présence à l'étranger en fonction de l'évolution de l'économie mondiale et du potentiel de création de richesse pour l'économie québécoise.</p>	Rapports de suivi transmis au vérificateur général et aux commissions parlementaires; ententes avec le MDEIE, le ministère des Relations internationales (MRI) et les autres ministères et organismes visés	Satisfaction du vérificateur général à l'égard des rapports de suivi et satisfaction des partenaires avec lesquels des ententes sont concrétisées

ORIENTATION

2.2. CULTIVER LES SYNERGIES AVEC LES PARTENAIRES

OBJECTIFS	INDICATEURS	CIBLES
<p>2.2.1. Développer des arrimages avec nos partenaires partout au Québec</p> <p>La Société est présente dans toutes les régions du Québec. Elle renforcera encore davantage cette présence en assumant un leadership face aux nombreux intervenants du milieu (organismes de développement économique, ministères, institutions financières, fonds, etc.). Investissement Québec conclura des partenariats d'affaires, notamment avec les CLD, afin de mieux servir les entreprises québécoises.</p>	Nombre de séances d'information tenues auprès des institutions financières et autres partenaires économiques	150 séances d'information tenues
<p>2.2.2. Renforcer la coordination relativement à la couverture géographique des bureaux régionaux</p> <p>La Société renforcera la coordination des interventions avec le MDEIE quant à ses bureaux régionaux au Québec.</p>	Stratégie d'optimisation des bureaux en concertation avec le MDEIE	Avoir étudié le positionnement de tous les bureaux régionaux et déposé les recommandations qui en découlent au conseil d'administration avant la fin de la première année du plan stratégique



UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT PERFORMANTE ET UNIFIÉE

Devant l'ampleur des défis auxquels sont confrontées les finances publiques, les sociétés d'État doivent s'adapter à la réalité économique et améliorer leur performance. À cet égard, Investissement Québec constituera un modèle de société d'État, à l'avant-garde en ce qui a trait à ses façons de faire. Dans le contexte de la fusion, un défi important pour Investissement Québec consistera à mobiliser ses ressources humaines et à maintenir la qualité de son équipe ainsi que de son expertise. Enfin, la Société mettra en place des politiques de gestion de risque conciliant son rôle en matière de développement économique et sa performance financière.

ORIENTATION

3.1. CONCILIER LE RÔLE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ AVEC SA PERFORMANCE FINANCIÈRE

OBJECTIF	INDICATEUR	CIBLE
<p>3.1.1. Gérer notre capital efficacement pour répondre à notre mission de développement économique</p> <p>La Société réalise ses investissements en complémentarité avec ses partenaires dans des conditions normales de rentabilité et vise à dégager un rendement global qui tient compte de la nature du service financier offert, ainsi que de l'ensemble des retombées économiques, sociales et environnementales pour le Québec. Elle vise à atteindre progressivement une rentabilité équivalente au coût de ses fonds propres, en plus de ses objectifs de retombées économiques.</p> <p><i>Principes directeurs</i></p> <p>La Société consolidera sa fonction de gestion des risques de crédit et d'investissement, laquelle veillera au respect de la politique de gestion des risques quant aux nouveaux engagements et à une saine gestion du portefeuille existant. Elle élaborera une politique de gestion intégrée des risques et une politique d'investissement qui respecteront notamment les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ des seuils d'autorisation pour les différents paliers de l'organisation, y compris le conseil d'administration; ▪ une limite d'investissement par entreprise; ▪ un risque de concentration par secteur et par entreprise; ▪ une description des secteurs autorisés aux fins de développement des affaires; ▪ une description des produits financiers composant l'offre de la Société; ▪ une description du processus de cheminement des dossiers; ▪ des critères de notation et d'évaluation des cotes de risque; ▪ une description des rôles et des responsabilités des intervenants dans l'exécution d'un dossier client; ▪ un processus de rappel et d'examen du portefeuille des investissements afin de déterminer les possibilités de désinvestissement en tenant compte des objectifs financiers et des impacts économiques recherchés lors de l'investissement initial. <p>De plus et conformément à la volonté du législateur, la Société administrera les programmes et les mandats d'aide financière regroupés dans le FDE en fonction des attentes spécifiques à chaque programme.</p>	<p>Rentabilité des fonds propres de la Société (bénéfice net/capitaux propres)</p>	<p>Rentabilité de 2 % d'ici le 31 mars 2013</p>

ORIENTATION

3.2. BÂTIR UNE ORGANISATION PERFORMANTE

	OBJECTIFS	INDICATEURS	CIBLES
3.2.1.	Créer une organisation efficace La Société améliorera, au cours des prochaines années, ses processus administratifs clés, notamment en ce qui a trait à la diligence auprès de la clientèle. De plus, Investissement Québec révisera ses processus afin de simplifier le travail administratif et d'améliorer le service à la clientèle, l'esprit de collaboration et la diligence.	Taux de satisfaction global de la clientèle à l'égard de nos produits et services (prêts et garanties)	Taux de satisfaction égal ou supérieur à 92 %
3.2.2.	Attirer et mobiliser un personnel hautement qualifié Investissement Québec accorde une importance toute particulière à ses ressources. L'attraction et la rétention d'un personnel hautement qualifié constituent un défi permanent. Afin de le relever, la Société offre des conditions de travail concurrentielles et investit dans la formation de ses employés. De plus, elle offre à ces derniers des possibilités de carrière adaptées à leurs intérêts et à leurs ambitions grâce à sa taille et à la diversité des fonctions. Investissement Québec prendra les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation du personnel dans le présent contexte de fusion.	Élaboration d'un outil de mesure du niveau de préoccupation du personnel et du niveau d'engagement dans le changement	Implantation de l'outil et élaboration du plan d'action d'ici 2012
3.2.3.	Revoir les filiales de la Société et faire les recommandations pertinentes Au cours des deux prochaines années, Investissement Québec révisera le rôle, le mandat et la raison d'être de ses filiales dans le but d'améliorer l'efficacité de ses interventions et de les évaluer dans le cadre de leur apport au développement économique. Compte tenu de l'importance des ressources naturelles, la Société consolidera éventuellement les activités de ses filiales dans ce domaine afin de favoriser le développement économique et d'offrir une expertise financière. Investissement Québec évaluera également la possibilité de créer ou de regrouper les interventions de ses filiales dans le domaine du capital de risque.	Révision du mandat des filiales	Révision terminée d'ici 2012

CADRE FINANCIER

2011-2013

Conformément aux orientations prévues à son plan stratégique, la Société peut déterminer un tarif de frais, de commissions d'engagement et d'honoraires professionnels pour la prestation des services financiers qu'elle offre aux entreprises. À cet égard, elle respectera les modalités de la Politique de financement des services publics.

À l'exception des activités pour lesquelles elle peut prendre des sommes dans le FDE, la Société finance ses activités par les revenus provenant des services financiers qu'elle fournit aux entreprises, des honoraires qu'elle perçoit et des autres sommes auxquelles elle a droit.

Avec la nouvelle société d'État, les mandats du gouvernement découlant de certains programmes d'aide financière et de projets majeurs font maintenant partie du FDE (environ 4 milliards de dollars transférés de la Société au FDE au 1^{er} avril 2011, en plus des montants qui pourront s'ajouter) et non de ses propres états financiers. Les prévisions financières de ce plan stratégique tiennent compte de ce nouveau partage du portefeuille en conformité avec la loi constitutive de la Société. Tous les revenus et dépenses, y compris les provisions pour pertes, découlant des aides financières incluses dans le FDE demeurent dans le FDE, ce qui n'affectera aucunement les résultats financiers de la Société. Toutefois, en contrepartie de l'administration du portefeuille du FDE, la Société prévoit obtenir des honoraires de l'ordre de 29,5 millions de dollars en 2011-2012 et de 26,5 millions de dollars en 2012-2013, en vertu des modalités du décret 406-2011, daté du 13 avril 2011, concernant la rémunération d'Investissement Québec pour l'administration du FDE et l'exécution des mandats qui lui sont confiés.

Outre ce qui précède, les prévisions financières de la Société, figurant à la page suivante, sont fondées sur des hypothèses qui tiennent compte d'éléments historiques, du solde du portefeuille au 31 décembre 2010 et du montant prévu des nouveaux financements et investissements, dans le cadre du présent plan stratégique. De plus, ces chiffres sont présentés selon les nouvelles Normes internationales d'information financière (IFRS) applicables à compter de 2011.

Par ailleurs, ces prévisions montrent que l'objectif annuel d'économie en frais d'administration résultant de la fusion est atteint. Ainsi, le montant total combiné de ces frais pour les deux sociétés était de 97,5 millions de dollars avant la fusion. Les budgets à ce chapitre pour 2011-2012 et 2012-2013 sont respectivement de 85 millions de dollars et de 82 millions de dollars, soit une économie de 15,5 millions de dollars dès la deuxième année, par rapport à l'objectif annoncé par le gouvernement qui était de 10 à 15 millions de dollars à compter de la troisième année.

Enfin, au cours de la première année du plan stratégique (2011-2012), la Société bonifiera son offre de services financiers aux entreprises et renforcera graduellement sa gestion intégrée des risques, alors qu'elle en profitera pleinement à compter de 2012-2013, ce qui explique l'amélioration des résultats prévisionnels de 2012-2013 par rapport à ceux de 2011-2012.

RÉSULTATS FINANCIERS PRÉVISIONNELS 2011-2013 (selon les IFRS)

(en milliers de dollars)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

	2012	2013
Revenus		
Intérêts sur les interventions financières	18 142	20 965
Honoraires de garantie	35 324	39 292
Résultats des participations	77 633	89 978
Intérêts sur placements	16 060	16 075
Intérêts sur encaisse	1 000	1 000
Primes au risque	2 700	2 700
Commissions d'engagement	3 160	3 315
Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec	120 487	127 161
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	145 359	163 336
Honoraires de gestion	29 500	26 500
Gain net sur la réalisation de placements	51 000	54 000
Autres revenus	1 172	1 175
	501 537	545 497
Dépenses		
Intérêts liés au portefeuille d'interventions financières	9 801	11 651
Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	120 487	127 161
Pertes sur placements	20 938	13 335
Variation de JVM des sociétés de capital de risque	3 000	3 000
Honoraires d'intermédiaires financiers	65 345	74 881
Provision pour pertes	69 356	75 324
Avantages conférés aux clients	25 483	21 664
Contributions financières non remboursables	72 895	80 472
	387 305	407 488
Frais d'administration	85 000	82 000
Bénéfice net	29 232	56 009

TABLEAU SYNOPTIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE 2011-2013

MISSION

La Société a pour mission de contribuer au développement économique du Québec conformément à la politique économique du gouvernement. Elle vise à stimuler la croissance de l'investissement et à soutenir l'emploi dans toutes les régions du Québec.

ORIENTATIONS	OBJECTIFS
ENJEU 1 : LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC	
1.1. Adapter l'offre de la Société aux besoins du Québec	1.1.1. Faciliter l'accès au financement
	1.1.2. Faciliter l'accès au capital de risque
	1.1.3. Prioriser les ressources naturelles du Québec
	1.1.4. Prioriser les technologies innovantes
1.2. Stimuler l'entrepreneuriat	1.2.1. Aider les entreprises québécoises à conquérir de nouveaux marchés à l'étranger
	1.2.2. Soutenir la compétitivité des entreprises en investissant dans l'innovation et la productivité
	1.2.3. Contribuer à maintenir la propriété québécoise des entreprises
1.3. Accroître les investissements directs étrangers au Québec	1.3.1. Assurer l'implantation de nouvelles entreprises étrangères au Québec et soutenir les filiales de sociétés étrangères afin d'en assurer le développement et la pérennité
ENJEU 2 : UNE COMPLÉMENTARITÉ ET UNE COLLABORATION RENFORCÉES AVEC LES PARTENAIRES	
2.1. Promouvoir la plus-value et la différenciation de l'offre intégrée de la Société	2.1.1. Réaliser le mandat de démarchage international confié par le gouvernement
2.2. Cultiver les synergies avec les partenaires	2.2.1. Développer des arrimages avec nos partenaires partout au Québec
	2.2.2. Renforcer la coordination relativement à la couverture géographique des bureaux régionaux
ENJEU 3 : UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT PERFORMANTE ET UNIFIÉE	
3.1. Concilier le rôle de développement économique de la Société avec sa performance financière	3.1.1. Gérer notre capital efficacement pour répondre à notre mission de développement économique
3.2. Bâtir une organisation performante	3.2.1. Créer une organisation efficace
	3.2.2. Attirer et mobiliser un personnel hautement qualifié
	3.2.3. Revoir les filiales de la Société et faire les recommandations pertinentes

VISION

Contribuer au développement économique et à la prospérité du Québec grâce à une offre financière intégrée.

INDICATEURS	CIBLES
Montants autorisés et montants déboursés annuellement	700 millions de dollars autorisés et 400 millions de dollars déboursés
Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés au capital de risque	10 % des montants autorisés
Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés aux ressources naturelles	30 % des montants autorisés
Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés aux technologies innovantes	15 % des montants autorisés
Suivi des montants autorisés annuellement consacrés aux projets d'exportation	50 millions de dollars autorisés d'ici 2013
Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés à l'innovation et à la productivité	10 % des montants autorisés
Pourcentage des montants autorisés annuellement consacrés à maintenir la pérennité des entreprises québécoises	2,5 % des montants autorisés
Nombre et valeur des projets d'investissements réalisés par des sociétés étrangères au Québec par année ainsi que création ou sauvegarde d'emplois liés à ces projets	Participation à la réalisation de 50 projets d'investissements étrangers par année, d'une valeur totale de 1 milliard de dollars, permettant la création et la sauvegarde de 3 000 emplois
Rapports de suivi transmis au vérificateur général et aux commissions parlementaires; ententes avec le MDEIE, le MRI et les autres ministères et organismes visés	Satisfaction du vérificateur général à l'égard des rapports de suivi et satisfaction des partenaires avec lesquels des ententes sont concrétisées
Nombre de séances d'information tenues auprès des institutions financières et autres partenaires économiques	150 séances d'information tenues
Stratégie d'optimisation des bureaux en concertation avec le MDEIE	Avoir étudié le positionnement de tous les bureaux régionaux et déposé les recommandations qui en découlent au conseil d'administration avant la fin de la première année du plan stratégique
Rentabilité des fonds propres de la Société (bénéfice net/capitaux propres)	Rentabilité de 2 % d'ici le 31 mars 2013
Taux de satisfaction global de la clientèle à l'égard de nos produits et services (prêts et garanties)	Taux de satisfaction égal ou supérieur à 92 %
Élaboration d'un outil de mesure du niveau de préoccupation du personnel et du niveau d'engagement dans le changement	Implantation de l'outil et élaboration du plan d'action d'ici 2012
Révision du mandat des filiales	Révision terminée d'ici 2012

INVENTAIRE DES FILIALES

NOM DE LA FILIALE EXPLOITANTE	DATE DE CRÉATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	JUSTIFICATION DE CRÉATION	CONTRIBUTION DE LA FILIALE AUX ORIENTATIONS
IQ Immigrants Investisseurs inc.	2000	La filiale IQ Immigrants Investisseurs inc. reçoit et gère les capitaux provenant d'immigrants investisseurs et administre le programme d'aide aux entreprises à même les revenus de placements, en partenariat avec des intermédiaires financiers. A également le mandat d'accueillir et d'accompagner les immigrants d'affaires au nom du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.		Favorise le développement économique du Québec en permettant l'octroi d'une aide financière non remboursable aux entreprises québécoises.
IQ FIER inc.	2005	A pour mandat d'accréditer les Fonds-Soutien et les FIER-Régions en déterminant les règles de gestion et de gouvernance en vertu desquelles elle investira dans les fonds. Coordonne également l'acheminement des sommes nécessaires vers les volets appropriés et assure la reddition de comptes de chacun des fonds. À titre de commanditaire, elle participe de plus à FIER Partenaires, s.e.c., dont elle détient 50 % des parts.		Facilite l'accès au capital de risque pour les entreprises québécoises.
Centre de médecine vétérinaire (CDMV)	1990	Assure la distribution de produits vétérinaires pour les grands animaux et les animaux de compagnie.	Mandat confié antérieurement par le gouvernement à la SOQUIA.	Filiale exploitante et génératrice de profits. Assure un contenu québécois auprès des marchés locaux.
Albecour	1992	Achète la matière première (alumine), supervise la logistique du transport de l'alumine, vend sa quote-part d'aluminium produit par l'Aluminerie Alouette et en assure le transport aux clients.	Filiale gérant la participation d'Investissement Québec dans l'Aluminerie Alouette (13 %).	Filiale exploitante et génératrice de profits. Contribue de façon structurante au secteur de l'aluminium québécois et au développement économique régional.
Temrex inc.	2009	Exploite une usine de sciage qui vend également des copeaux de bois.	Acquisition temporaire d'une participation de 50 % détenue par Tembec d'une usine de sciage et de copeaux pour permettre la réalisation d'un projet de modernisation.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur des ressources naturelles forestières.
Soquem inc.	1965	Contribue au domaine de l'industrie minière par la découverte et le développement de substances minérales. Préconise le partenariat avec d'autres sociétés actives dans ce domaine pour partager le risque inhérent à la découverte. Favorise le transfert d'expertise et la formation de personnel qualifié. La mise en exploitation de ses découvertes a créé de nombreux emplois tout en contribuant considérablement à la valeur de la production minérale du Québec.	Mandat confié antérieurement par le gouvernement.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur de la ressource minière.

NOM DE LA FILIALE EXPLOITANTE	DATE DE CRÉATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	JUSTIFICATION DE CRÉATION	CONTRIBUTION DE LA FILIALE AUX ORIENTATIONS
Rexforêt	1973	Assure la mise en œuvre opérationnelle de programmes gouvernementaux d'aménagement forestier pour le compte du MRNF.	Mandat confié antérieurement par le gouvernement à REXFOR.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur des ressources naturelles forestières.
Gestion La Madeleine inc.	2009	Est un partenaire dans le développement économique régional, tout en effectuant l'aménagement forestier durable.	Acquisition stratégique d'une terre à bois et d'une rivière à saumons (appartenait à Domtar) pour assurer l'approvisionnement en bois des entreprises de la Gaspésie, dont Temrex.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur des ressources naturelles forestières.
Gestion forestière du St-Maurice inc.	2009	Est un partenaire dans le développement économique régional, tout en effectuant l'aménagement forestier durable.	Acquisition stratégique d'une terre à bois de 389 383 hectares (qui appartenait à Smurfit Stone) pour assurer l'approvisionnement en bois des usines de sciage de la Mauricie.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur des ressources naturelles forestières.
Gestion forestière Lacroix inc.	2006	Est un partenaire dans le développement économique régional, tout en effectuant l'aménagement forestier durable.	Acquisition stratégique d'une terre à bois de 60 000 hectares (appartenait à Bowater) pour assurer l'approvisionnement en bois des entreprises de la Gaspésie, dont Temrex.	Filiale exploitante. Contribue au développement économique régional et à la mise en valeur des ressources naturelles forestières.
Centre d'insémination porcine du Québec (CIPO)	1977	Assure la production et la distribution d'insémination porcine.	Mandat confié antérieurement par le gouvernement à la SOQUIA.	Filiale exploitante. Contribue à soutenir un secteur spécialisé de l'agroalimentaire.



FACILITER · FINANCER · PROPULSER

Investissement Québec

1200, route de l'Église
Bureau 500
Québec (Québec)
G1V 5A3

600, rue de La Gauchetière Ouest
Bureau 1500
Montréal (Québec)
H3B 4L8

1 866 870-0437
investquebec.com